

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 2 au 8 janvier 2024

## Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine</b> .....	<b>2</b>
<b>Le graphique de la semaine :</b> .....	<b>2</b>
<b>Fait marquant : bilan 2023 des priorités économiques du gouvernement</b> .....	<b>2</b>
<b>En bref</b> .....	<b>3</b>
<b>Actualités macroéconomiques</b> .....	<b>4</b>
Conjoncture.....	4
Politique budgétaire .....	4
Politique monétaire .....	4
<b>Actualités commerce &amp; investissement</b> .....	<b>5</b>
Politique commerciale.....	5
Attractivité.....	5
<b>Actualités financières</b> .....	<b>6</b>
Marchés financiers .....	6
Banques et assurances.....	7

[Tapez ici]

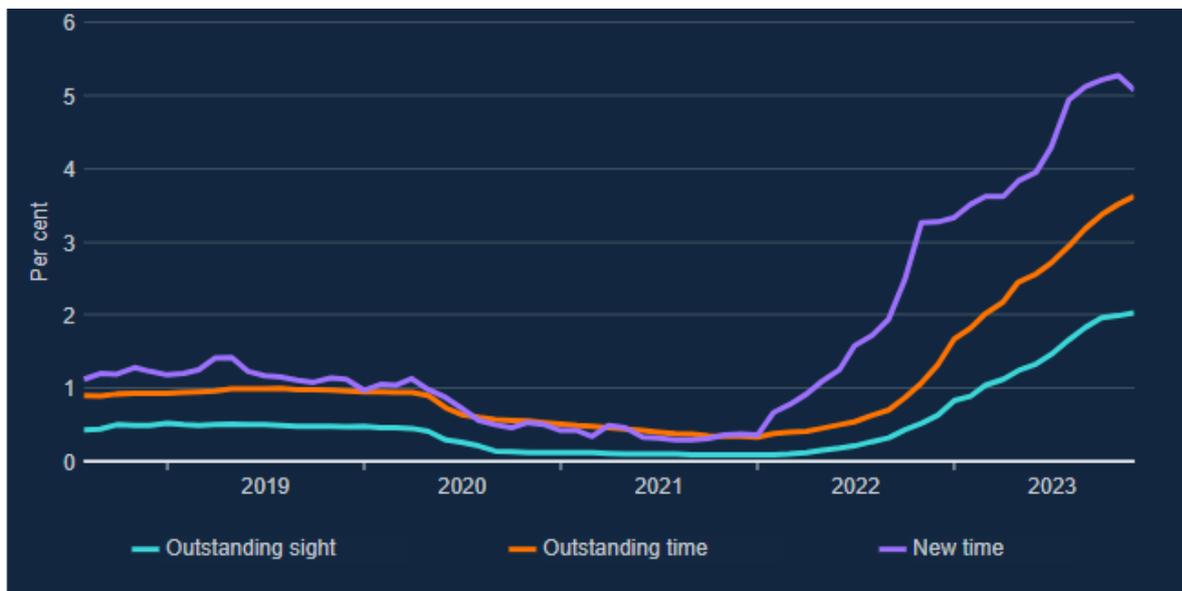
## Le chiffre de la semaine

L'indice S&P-CIPS composite atteint 52,1 en décembre, après 50,7 en novembre.

LE CHIFFRE À RETENIR

# 52,1

## Le graphique de la semaine :



Source : [Banque d'Angleterre](#).

En novembre, les taux de rémunération des dépôts pour les nouveaux clients sont en baisse pour la première fois, de 5,27% à 5,07%. Depuis la première hausse du taux d'intérêts directeur en décembre 2021, les taux de rémunération des dépôts offerts par les banques pour les nouveaux clients (ligne violette) sont en nette hausse. Mécaniquement, les taux moyens de rémunération de l'ensemble des dépôts des ménages augmentent (lignes bleue et orange), pour atteindre 3,62% en novembre 2023. Dans le même temps, les taux d'emprunts proposés par les établissements de crédit aux ménages sont en hausse continue, et de façon marquée entre octobre et novembre 2023, de 5,25% à 5,34%. En moyenne, en novembre, le taux facturé par un ménage sur son emprunt est de 3,27%.

## Fait marquant : bilan 2023 des priorités économiques du gouvernement

Le 4 janvier 2023, le Premier ministre R. Sunak présentait ses cinq priorités pour l'année 2023. Parmi ces cinq objectifs, trois étaient de nature économique. Pour mémoire, les deux autres étaient la réduction des listes d'attentes permettant de bénéficier de soins médicaux et la réduction du nombre de « small boats », les embarcations clandestines permettant de traverser la Manche.

[Tapez ici]

[Tapez ici]

**La première des priorités du gouvernement était de réduire l'inflation de moitié au cours de l'année 2023. Quel que soit l'indicateur retenu, cette promesse a été tenue :** l'inflation ([CPI](#)) est passée de 10,1% en janvier à 3,9% en novembre de la même année. Elle devrait à nouveau baisser en décembre. Rappelant régulièrement cet objectif, le gouvernement affirme l'avoir rempli, sans nécessairement évoquer la politique de resserrement conduite par la [Banque d'Angleterre](#), le taux directeur passant de 3,5% en décembre 2022 à 5,25% en août 2023.

**Le deuxième objectif était de soutenir la croissance économique afin de créer des emplois plus rémunérateurs. Bien que l'activité ait été très modérée, le marché du travail a continué en 2023 à se développer et à fournir des rémunérations en hausse.** Selon l'ONS, le [PIB](#) britannique a uniquement cru lors du premier trimestre 2023, de +0,3%, avant de stagner au second trimestre (0,0%) puis de se contracter au troisième trimestre (-0,1%). Malgré cela, le nombre de [travailleurs occupés](#) a augmenté, de 557 000 soit une hausse de 1,9% entre janvier et novembre 2023. Les [salaires](#) sont particulièrement dynamiques, en hausse de 7,2% sur un an, en août-octobre 2023 soit, en terme réels, un gain de 1,3% de pouvoir d'achat.

**Le troisième engagement, qui était la réduction de la dette, ne semble pas avoir été respecté.** La dette publique a continué de croître au cours de l'année 2023 pour atteindre 3,0Md£ en novembre 2023. De surcroît, [elle](#) a augmenté plus rapidement que le PIB ; la dette publique est ainsi passée de 94,9% à 97,5% entre janvier et novembre 2023.

## En bref

- L'un des plus grands établissements bancaires britanniques, [Halifax](#), réduit les taux facturés aux ménages pour les emprunts immobiliers, jusqu'à 0,83pp. Il est désormais possible d'emprunter, à taux fixe sur deux ans, avec au moins 40% de fonds propres, à 4,68% avec 999£ de frais.

- Selon le [Centre for Financial Capability](#), une organisation caritative d'éducation financière, 22% des titulaires d'un prêt non réglementé de type *Buy Now, Pay Later* n'ont pas effectué un ou plusieurs remboursements au cours du deuxième semestre 2023.

- Le principal parti d'opposition lance un outil en ligne, le « [Tory tax calculator](#) » permettant de calculer la différence annuelle d'impôts payés sous le gouvernement conservateur

actuel, par rapport au programme du Labour.

- Selon les dernières données de la [Banque d'Angleterre](#), en novembre, pour les nouveaux clients, les taux d'emprunts pour les entreprises continuent d'augmenter, passant à 7,00% (+0,12pp) alors que la rémunération des dépôts des entreprises est en baisse à 4,69% (-0,04pp).

- L'agence de crédit-export britannique (UKEF) [apporte](#) son concours à un projet de parc à thème en Arabie Saoudite.

- L'agence de crédit-export britannique (UKEF) [soutient](#) un projet de ligne ferroviaire à grande vitesse bas carbone dans la région d'Ankara en Turquie, aux

[Tapez ici]

[Tapez ici]

côtés d'autres agences de crédit-export européennes (Italie, Pologne, Autriche), par le biais de la garantie *Credit buyer facility*.

- Le Footsie (FTSE 100), indice boursier britannique créé en 1984 [fête](#) ses 40 ans. S'il a connu des débuts triomphants et s'est imposé comme une référence globale, il a perdu du terrain par rapport à ses concurrents depuis son plus haut historique atteint

à la fin de l'année 1999, du fait notamment de sa composition (principalement banques, assureurs, entreprises minières).

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**Le fonds de développement des infrastructures pour le logement (*Housing Infrastructure Fund*), créé il y a six ans n'a alloué qu'un tiers de son enveloppe totale de 4,2Md£.** Lancé en 2017, il vise à soutenir la construction de logements en finançant les projets d'infrastructures des collectivités territoriales anglaises. Selon le [FT](#), la hausse des coûts de construction et les critères stricts pour les demandes de subventions ont conduit de nombreuses collectivités à abandonner leurs demandes ou à réduire l'ampleur

de leurs projets. Bien que le gouvernement britannique maintienne les crédits alloués, le nombre de logements construits grâce à ce fonds a été revu à la baisse, passant de 340 000 à 270 000.

### Politique budgétaire

**Annoncées lors du budget d'automne 2023, les baisses de cotisations sociales salariales entrent en vigueur le 6 janvier 2024.** Le taux de cotisations sociales salariales, est abaissé, de 12% à 10%, à couverture inchangée pour l'ensemble des 27M d'employés du Royaume-Uni.

Pour un employé dont le salaire annuel est de 35 400£, cela représente une réduction de prélèvements de 450£ sur l'année. Un [calculateur en ligne](#) permet d'estimer la réduction de cotisations, pour chaque niveau de revenu.

### Politique monétaire

**Selon la [Resolution Foundation](#), la hausse du taux directeur de la Banque d'Angleterre a soutenu le revenu disponible des ménages, les**

**rendements de l'épargne augmentant plus vite que la charge de la dette.** Entre le premier trimestre 2021 et le troisième trimestre 2023, les intérêts reçus par les ménages ont augmenté de 34Md£ alors que la charge d'intérêt n'a cru que de

[Tapez ici]

[Tapez ici]

18Md£, soit une différence de 16Md£ représentant une hausse du revenu disponible des ménages de 1%. Ceci s'explique par une plus forte transmission des hausses du taux directeur aux taux rémunérant l'épargne des ménages (+1,7pt) qu'au coût du crédit, l'ensemble des ménages n'ayant pas encore eu à se refinancer. 37% des ménages qui avait un emprunt en décembre 2021, date à laquelle le resserrement de la politique monétaire a débuté, ne se sont pas encore

refinancés. Ce phénomène a été rendu possible par la bonne situation financière des ménages, découlant notamment de la forte accumulation de l'épargne observée pendant la pandémie. Le processus inverse devrait débuter au premier trimestre 2024, les taux de rémunération de l'épargne diminuant plus vite que les taux d'emprunts, absorbant 90% du soutien au revenu observé précédemment.

## Actualités commerce & investissement

### Politique commerciale

**[Kemi Badenoch](#) s'est rendue en Turquie à l'occasion d'un déplacement destiné à consolider les liens commerciaux bilatéraux.** Alors que les deux pays réitèrent régulièrement leur ambition partagée de négocier un accord commercial approfondi couvrant également les services, la ministre pour le commerce et les entreprises s'est entretenue avec son homologue turc, Ömer Bolat, laissant entendre un possible lancement des discussions dans un futur très proche. Kemi Badenoch a également annoncé la mise en place d'un mémorandum d'entente (MoU) pour la collaboration en pays tiers, à l'image du récent co-

financement d'un projet hydraulique en Irak ainsi que l'inscription de la Turquie parmi les pays prioritaire du Fonds de partenariat international pour la science (*UK's International Science Partnership Fund*). Cette visite s'inscrit plus largement dans la volonté du Royaume-Uni de renforcer ses échanges de services, affichée aux côtés de plusieurs partenaires ces derniers mois (Suisse, Corée du Sud, Turquie notamment).

### Attractivité

**L'organisation professionnelle *Make UK* publie son sondage annuel ([Executive Survey 2024](#)) des dirigeants d'entreprises.** Réalisé en association avec le cabinet de conseil PwC, le sondage révèle un regain de confiance dans l'économie britannique pour l'année à venir du fait d'une stabilisation relative de l'environnement réglementaire et d'un meilleur soutien des entreprises par les

pouvoirs publics (e.g., pérennisation du mécanisme d'amortissement avantageux des dépenses d'investissement, *Advanced Manufacturing Plan*). Près d'un tiers des personnes interrogées considèrent que le Royaume-Uni a regagné en compétitivité pour l'industrie, par rapport à la France et à l'Allemagne et plus d'un quart estime que le pays est plus compétitif que l'Espagne ou l'Italie.

[Tapez ici]

[Tapez ici]

Cet optimisme se traduit dans des prévisions d'investissement, notamment dans l'innovation et les nouvelles technologies, ainsi que des ambitions d'expansion internationale (27%). Toutefois, les entreprises rapportent leurs inquiétudes quant à la

hausse du coût de l'énergie ainsi que les difficultés de recrutement liées à une pénurie de main d'œuvre qualifiée.

## Actualités financières

### Marchés financiers

**La London Stock Exchange (LSE) enregistre des volumes de trading inférieurs aux prévisions sur le dernier trimestre.** Le volume des transactions *cash equities* (achat et vente d'actions) sur la bourse londonienne s'établissent à 3,61 Mds £ pour le quatrième trimestre 2023, ce qui est inférieur de 6% aux prévisions établies par *Visible Alpha*. Bien que ce volume soit en hausse de 8% par rapport au troisième trimestre, il demeure inférieur de 7% à celui du quatrième trimestre 2022. Pour rappel seulement 23 entreprises ont accédé à la cotation à Londres sur les neuf premiers mois de l'année 2023 (par rapport à 45 sur l'année 2022 et 119 en 2021). Les volumes de transaction enregistrés par le LSE représentent ainsi moins de la moitié de ceux d'Euronext (9,56 Mds € ou 8,27 Mds £) sur le quatrième trimestre 2023).

**Le nombre de nouveaux fonds d'investissement britanniques a atteint son plus faible niveau sur les deux dernières décennies, du fait de la volatilité des marchés et de la hausse des rendements des produits monétaires.** *Morningstar* recense 397 créations de fonds sur l'année 2023 au Royaume-Uni, ce qui est inférieur de près d'un quart au nombre de créations de fonds en 2022 et significativement inférieur au dernier record de 899 enregistré en 2010. Le faible nombre de créations de fonds s'explique par les sorties massives d'investisseurs

britanniques de ces produits sur les dernières années (-50 Mds £ en 2022 et -37 Mds £ sur les 10 premiers mois de 2023 d'après *l'Investment Association*), du fait des incertitudes liées à l'inflation, et à la hausse des taux mais aussi en raison de la montée en puissance des produits de gestion passive et d'une meilleure rémunération des produits monétaires.

**Le directeur sortant de l'agence d'émission et de gestion de la dette publique britannique (DMO) alerte sur la potentielle réaction des marchés à une croissance rapide de l'endettement.** Après 21 ans passés à la tête de l'agence, *Robert Stheeman* qui partira à la retraite en juin a rappelé le poids et la force de rappel que peuvent représenter les investisseurs sur la politique budgétaire si sa crédibilité était remise en cause. Ses remarques font écho à la campagne politique en cours pour les élections de 2024 au cœur de laquelle se trouvent notamment la question des dépenses publiques nécessaires à la transition énergétique. Il réfute toutefois l'idée selon laquelle l'augmentation de l'offre d'obligations souveraines britanniques sur le marché, sous l'effet combiné des reventes de titres par la Banque d'Angleterre (*quantitative tightening*) et des émissions de dette publique nouvelles, aurait pour conséquence une baisse de leur prix et donc une hausse du coût de l'emprunt pour le gouvernement.

[Tapez ici]

[Tapez ici]

Le rendement des obligations souveraines britanniques de long terme a connu dans les premiers jours de janvier une **hausse** plus importante que les titres de maturité équivalente émis par la France et les Etats-Unis. Les investisseurs se séparent des titres longs en amont d'une émission à venir de titres de maturité 10 ans et plus et d'une vente de titres d'une maturité de 20 ans et plus par la Banque d'Angleterre dans le cadre de son programme de (*quantitatif tightening*) aux environs de la mi-janvier, ce qui augmentera l'offre de titres sur le marché. Il s'agit également d'une correction des prix suite à leur hausse historique au cours du mois de décembre, animée par des anticipations de baisse de taux, en partie dissipées depuis.

### Le financement des startups et des entreprises du secteur technologique

### Banques et assurances

Un sondage de KPMG souligne les **divergences** du secteur financier quant au potentiel de compétitivité de la place de Londres. Sur un échantillon de 160 directeurs d'entreprises du secteur des services financiers, près de trois quarts se déclarent confiants sur la capacité de Londres à maintenir un statut de hub financier international de premier rang. Parmi les personnes interrogées, les banquiers sont les plus

par des fonds de *venture capital* (VC) a été **divisé par deux** au cours de l'année 2023. D'après les données de *Pitchbook*, les investissements de fonds VC dans les jeunes entreprises britanniques est passé de 28,9 Mds £ en 2022 à 16,1 Mds £ en 2023, principalement du fait de la hausse des taux qui accroît le coût de l'endettement pour ces entreprises qui, souvent, ne sont pas encore profitables. Les analystes de *Pitchbook* précisent toutefois que malgré la baisse de leur nombre, la taille moyenne des transactions est restée stable, à des niveaux historiquement élevés. La baisse du financement par les fonds VC est toutefois un phénomène observable à l'échelle mondiale, qui conduit parfois à d'importantes dépréciations des participations compte tenu des valorisations très élevées à l'entrée et de la raréfaction des options de sortie pour ces fonds.

optimistes : 84% d'entre eux estiment que Londres saura attirer des acteurs et talents étrangers, contre 53% des assureurs et 37% des gestionnaires d'actifs interrogés. Les répondants appellent à des réformes en matière de pression réglementaire, de lutte contre l'inflation ainsi qu'une refonte du système fiscal afin d'assurer la compétitivité de la place financière londonienne dans les années à venir.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)